

N°381
FÉVRIER
2022

BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence
France Trésor

page 1

Actualité
économique

page 2

Données générales
sur la dette

page 3

Marché
secondaire

page 5

Dettes négociable
de l'État

page 6

Économie française et
comparaisons internationales

page 8

Actualité de l'Agence
France Trésor

PALMARÈS 2021 : UN CLASSEMENT MARQUÉ PAR UNE GRANDE STABILITÉ

Chaque début d'année depuis 1999, l'Agence France Trésor rend public le palmarès des spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) les plus performants sur l'année écoulée.

Un ensemble de paramètres est pris en compte dans cette évaluation afin de refléter au mieux les missions confiées aux SVT par l'AFT. Trois catégories de critères permettent de classer les SVT et font l'objet d'un classement spécifique :

- performance sur le marché primaire (40 % de l'évaluation), calculée sur la base de la part de marché (pondérée par la durée) des SVT aux adjudications de titres nominaux de court terme (BTF), de moyen et long terme (OAT) et de titres indexés sur l'inflation française et européenne (OATi & OAT€i) ainsi que de leur participation aux opérations de rachats de titres ;
- performance sur le marché secondaire (30 % de l'évaluation), calculée sur la base des volumes traités par les SVT (pondérés par la durée) avec les clients finaux et avec les autres teneurs de marché sur l'ensemble des valeurs du Trésor, y compris sous forme d'obligations démembrées et de pensions livrées ;
- qualité du conseil et des services fournis à l'AFT (30 % de l'évaluation), appréciée au travers de la contribution des SVT au bon déroulement des opérations sur le marché des valeurs du Trésor, de la pertinence des conseils fournis à l'AFT, de la qualité de l'analyse du marché obligataire souverain et de la recherche économique et opérationnelle, ainsi que de la proximité et de la stabilité de la relation avec l'AFT.

Sur cette base, le classement des dix premières places parmi les quinze établissements constituant le groupe des SVT en 2021 est le suivant :

<u>Classement Général</u>		<u>Marché primaire</u>		<u>Marché secondaire</u>		<u>Qualité des services</u>	
1	BNP Paribas	1	BNP Paribas	1	BNP Paribas	1	BNP Paribas
2	Crédit Agricole	2	HSBC	2	Crédit Agricole	2	Société Générale
3	J.P. Morgan	3	Crédit Agricole	3	J.P.Morgan	3	Crédit Agricole
4	HSBC	4	J.P. Morgan	4	Deutsche Bank	4	Natixis
5	Société Générale	5	Société Générale	5	Citi	5	J.P. Morgan
6	Citi	6	Citi	6	Société Générale	6	Citi
7	Deutsche Bank	7	Barclays	7	HSBC	7	Barclays
8	Barclays	8	BofA Securities	8	Morgan Stanley	8	HSBC
9	BofA Securities	9	Deutsche Bank	9	Nomura	9	Deutsche Bank
10	Natixis	10	Natixis	10	Goldman Sachs	10	BofA Securities

Le classement 2021 confirme encore une fois la grande stabilité du groupe des 5 premiers SVT qui est constitué des mêmes établissements depuis 2016. BNP Paribas conserve la tête du classement général, comme c'est le cas sans discontinuer depuis 2008, avec encore cette année la performance la plus homogène sur l'ensemble des critères, à savoir les marchés primaire et secondaire ainsi que la qualité des services. Fort de sa deuxième position acquise en 2021 sur le marché secondaire, Crédit Agricole renforce son engagement auprès de l'AFT en se hissant à la deuxième place du classement général.

La seconde partie du palmarès est également globalement stable. Citi et Deutsche Bank progressent d'une place sur le marché secondaire mais conservent leur sixième et septième rang au classement global tandis que Barclays progresse d'une place sur le marché primaire et demeure en huitième position du classement global. Natixis rejoint le top 10 cette année grâce à l'amélioration de ses performances sur le marché primaire.

La stabilité dans le top 10 du palmarès général illustre la volonté d'accompagnement et de partenariat des SVT dont l'engagement à long terme constitue un véritable atout pour la dette française, notamment en période de crise. Dans le même temps, la diversité des classements par catégories témoigne de la variété et de la complémentarité des compétences et des stratégies déployées par chacun des établissements sur le marché des valeurs du Trésor, permettant à l'Agence France Trésor de sécuriser le bon placement de l'ensemble de ses titres sur les marchés et d'en assurer le meilleur niveau de liquidité.

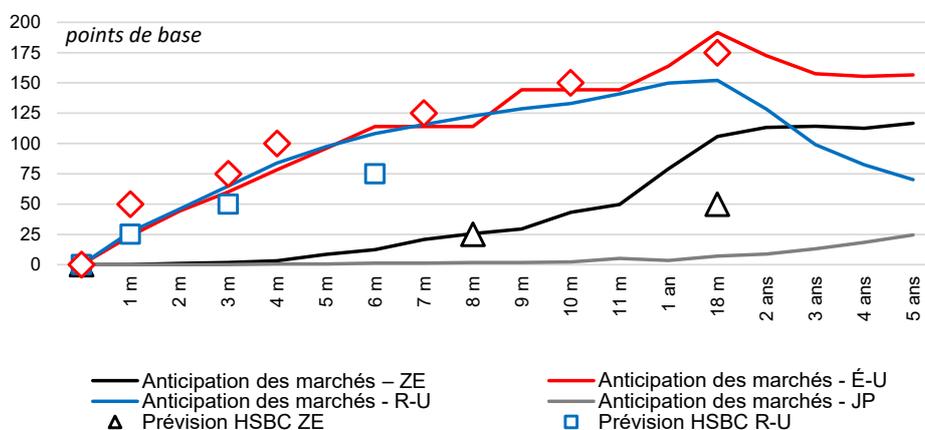
NDLR : ce texte a été rédigé avant le début de la phase militaire de la crise ukrainienne

Les marchés obligataires de la zone euro parient sur une augmentation relativement agressive des taux par la Banque centrale européenne (BCE) au cours du second semestre 2022. Un scénario de resserrement monétaire est également anticipé par les marchés d'autres pays développés : aux États-Unis et au Royaume-Uni, les marchés intègrent déjà un cycle complet de hausse sur les 12 mois à venir, de respectivement 175 et 150 points de base. Tel n'est à l'inverse pas le cas au Japon, la Banque du Japon ayant acheté des obligations d'État (JGB) pour maintenir la courbe des taux dans la fourchette prévue par son cadre de contrôle de la courbe des taux (« *Yield Curve Control* »).

Les anticipations des marchés montrent cependant aussi que pour les investisseurs, certaines de ces hausses de taux seront de courte durée. Au Royaume-Uni, les taux implicites commencent à diminuer au bout de 18 mois environ, signe que les marchés tablent sur une fin du resserrement monétaire. Dans la zone euro, le rendement des obligations d'État allemandes à 10 ans (*Bund*) est inférieur à certains taux implicites à court terme, ce qui traduit également une part de scepticisme quant à la probabilité de voir les taux directs rester élevés à moyen-terme. Nous partageons en partie ce scepticisme, y compris concernant la capacité des banques centrales à relever les taux aussi tôt et aussi vite que ce que les marchés anticipent actuellement.

Le marché est plus haussier que nous concernant les futures augmentations de taux dans la zone euro et au Royaume-Uni

Hausses de taux : anticipations de marché et prévisions HSBC



Source: HSBC, Bloomberg

Premièrement, la situation macroéconomique de la zone euro ne justifie pas de façon évidente un resserrement immédiat de la politique monétaire. Jusqu'à présent, la poussée inflationniste semble avoir peu d'effets de second tour sur le marché du travail. Dès lors, un resserrement monétaire agressif ne nous semble pas nécessaire pour que l'inflation retrouve à moyen terme un niveau conforme à l'objectif de la BCE, car une grande partie de l'envolée des prix due à la hausse des prix de l'énergie devrait être expurgée du taux annuel d'inflation en début d'année prochaine. Pour l'heure, c'est le signal de resserrement modéré qui importe, en amont de négociations salariales déterminantes prévues en Allemagne à l'automne. À cela s'ajoute qu'un choc énergétique est particulièrement pénalisant pour une zone aussi dépendante des importations d'énergie et pourrait donc peser sur la demande des consommateurs. La BCE, qui ne pilote sa politique monétaire qu'en fonction de l'inflation, pourrait donc se trouver face à une situation compliquée.

Deuxièmement, d'un point de vue pratique, la BCE a déclaré vouloir s'en tenir au calendrier prévu entre la fin de l'assouplissement quantitatif (AQ) et la première hausse de taux. Elle ne pourra donc procéder au premier relèvement qu'à la fin des achats nets d'actifs, ce qui limite la rapidité avec laquelle la hausse peut intervenir. Même en supposant que la BCE mette fin à l'assouplissement quantitatif relativement rapidement, ce qui sera selon nous annoncé en mars, nous pensons qu'elle ne relèvera pas ses taux directeurs avant l'automne.

Il s'ensuit cependant qu'elle va devoir rester vigilante au risque d'augmentation des écarts de rendements dits périphériques dans un contexte où les déficits budgétaires restent élevés (notamment parce que les transferts budgétaires sont l'une des rares mesures disponibles pour contrer le choc énergétique). À l'occasion de sa réunion de février, elle a fait savoir par la voix de sa présidente, Christine Lagarde, que tous les outils étaient en place pour empêcher une nouvelle fragmentation des marchés financiers. Nous considérons cependant que la possibilité d'ajuster les réinvestissements au titre du programme d'achats d'urgence face à la pandémie (PEPP) annoncée en décembre 2021 pourrait se révéler très difficile à mettre en œuvre. Plus précisément, cette possibilité ne peut en théorie être utilisée qu'en cas de fragmentation des marchés « due à la pandémie » et ne peut pas l'être en cas de difficultés propres à un pays. La capacité de la BCE à la mettre en pratique risque donc d'être limitée, en particulier lorsque le pic de la pandémie sera derrière nous. Les investisseurs pourraient en conséquence être tentés de « tester » la BCE une fois le programme d'assouplissement quantitatif retiré. En réalité, la récente augmentation des écarts de rendements périphériques laisse penser que ce pourrait déjà être le cas. Étant donné ces difficultés supplémentaires, il est possible que le chemin qui conduit à la normalisation de la politique monétaire soit plus accidenté pour la BCE que pour d'autres banques centrales.

CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

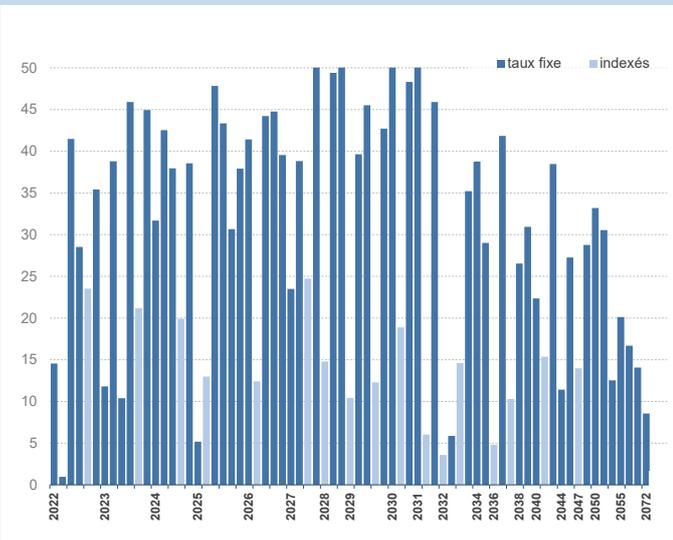
		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Mars 2022	date d'adjudication	7	14	21	28	/	17	3	17
	date de règlement	9	16	23	30	/	21	7	21
Avril 2022	date d'adjudication	4	11	19	25	/	21	7	21
	date de règlement	6	13	21	27	/	25	11	25

décalage (jours fériés, etc.)

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 31 JANVIER 2022

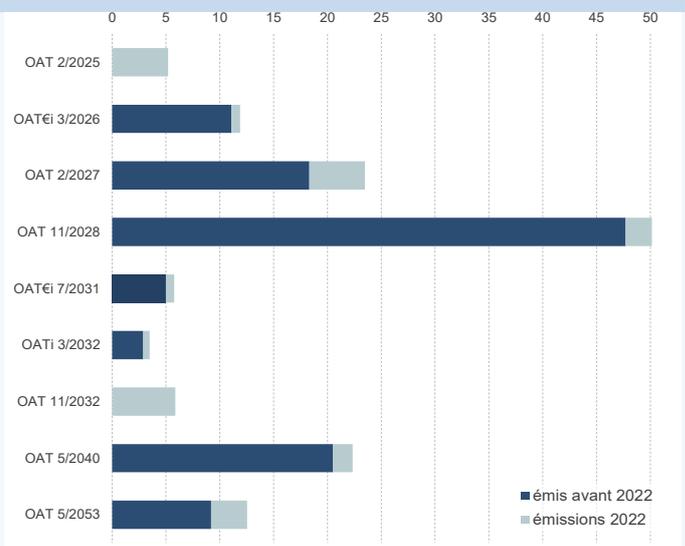
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 31 JANVIER 2022

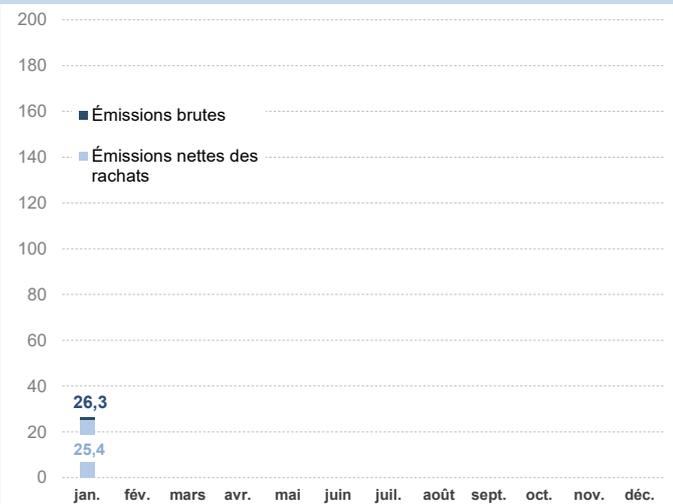
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

ÉMISSIONS AU 31 JANVIER 2022

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 31 JANVIER 2022

EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
févr-22		14,5
mars-22	0,1	
avr-22	10,5	42,4
mai-22	8,9	28,5
juin-22	0,6	
juil-22	2,6	23,9
août-22		
sept-22		
oct-22	9,1	35,4
nov-22	1,5	
déc-22		
janv-23		

Source : Agence France Trésor

DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 3^{ÈME} TRIMESTRE 2021

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



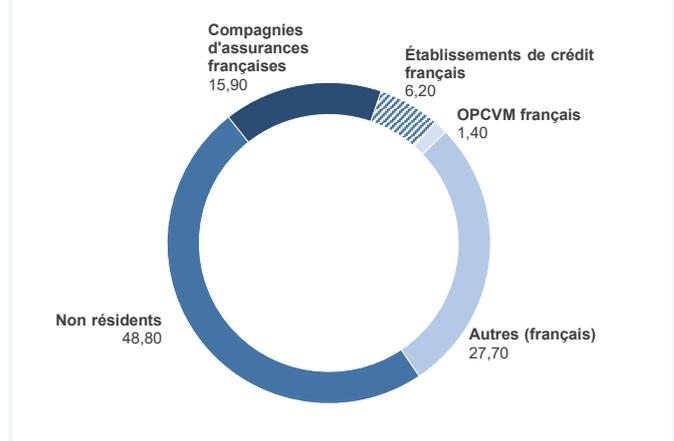
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 3^{ÈME} TRIMESTRE 2021

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 31 JANVIER 2022

EN EUROS

Total dette à moyen terme et long terme	2 016 273 324 750
Encours démembré	58 740 580 500
Durée de vie moyenne	8 ans et 362 jours
Total dette à court terme	150 536 000 000
Durée de vie moyenne	112 jours
Encours total	2 166 809 324 750
Durée de vie moyenne	8 ans et 142 jours

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2018 AU 31 JANVIER 2022

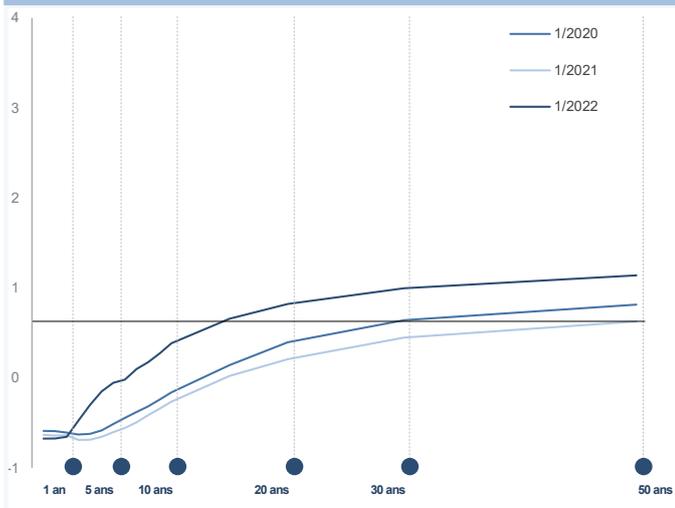
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2019	Fin 2020	Fin 2021	Fin déc 2021	Fin janv 2022
Encours de la dette négociable	1 823	2 001	2 145	2 145	2 167
<i>dont titres indexés</i>	226	220	236	236	240
Moyen et Long Terme	1 716	1 839	1 990	1 990	2 016
Court Terme	107	162	155	155	151
Durée de vie moyenne de la dette négociable					
	8 ans				
	63 jours	73 jours	153 jours	153 jours	142 jours

Source : Agence France Trésor

COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

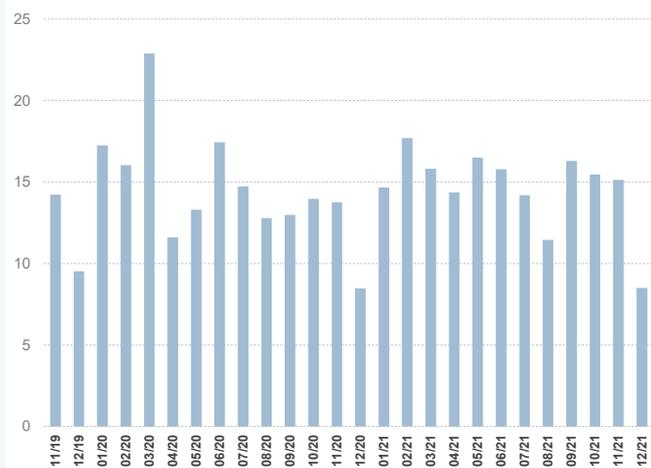
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBREMENT ET DE REMEMBREMENT

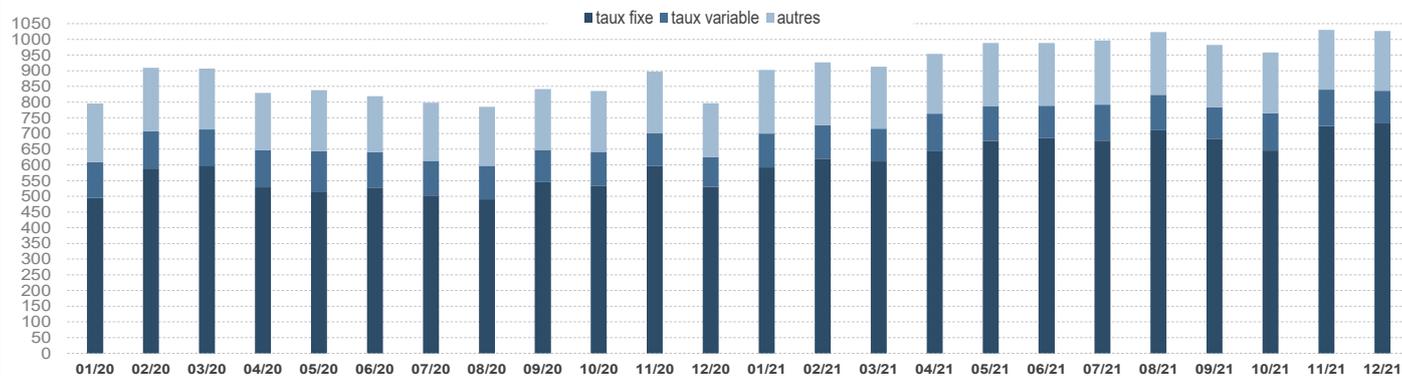
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

ENCOURS CUMULÉS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT

DETTE À COURT TERME AU 31 JANVIER 2022

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0126893611	BTF 2 février 2022	6 903 000 000
FR0126893546	BTF 9 février 2022	7 771 000 000
FR0126893629	BTF 16 février 2022	6 898 000 000
FR0126461831	BTF 23 février 2022	7 126 000 000
FR0126893637	BTF 2 mars 2022	5 293 000 000
FR0126893595	BTF 9 mars 2022	8 201 000 000
FR0126893645	BTF 16 mars 2022	4 845 000 000
FR0126461849	BTF 23 mars 2022	8 522 000 000
FR0126893660	BTF 6 avril 2022	8 215 000 000
FR0127034603	BTF 13 avril 2022	5 510 000 000
FR0126750787	BTF 21 avril 2022	8 328 000 000
FR0127034611	BTF 27 avril 2022	2 708 000 000
FR0126893678	BTF 4 mai 2022	5 786 000 000
FR0126750795	BTF 18 mai 2022	9 057 000 000
FR0126893686	BTF 1 juin 2022	3 335 000 000
FR0126750803	BTF 15 juin 2022	6 988 000 000
FR0127034660	BTF 29 juin 2022	3 210 000 000
FR0126893561	BTF 13 juillet 2022	6 455 000 000
FR0126893579	BTF 10 août 2022	6 390 000 000
FR0126893587	BTF 7 septembre 2022	7 122 000 000
FR0126893694	BTF 5 octobre 2022	6 551 000 000
FR0126893702	BTF 2 novembre 2022	6 031 000 000
FR0126893710	BTF 30 novembre 2022	2 251 000 000
FR0127034694	BTF 4 janvier 2023	7 040 000 000

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2022 - 2025) AU 31 JANVIER 2022

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2022		144 432 708 240				
FR0013398583	OAT 0,00% 25 février 2022	14 541 000 000			0	x
FR0000571044	OAT 8,25% 25 avril 2022	960 939 990			0	
FR0011196856	OAT 3,00% 25 avril 2022	41 478 000 000			114 509 300	
FR0013219177	OAT 0,00% 25 mai 2022	28 502 000 000			0	x
FR0010899765	OAT€i 1,10% 25 juillet 2022	23 530 768 250 (1)	1,18525	19 853 000 000	0	
FR0011337880	OAT 2,25% 25 octobre 2022	35 420 000 000			0	
Échéance 2023		172 960 192 383				
FR0013479102	OAT 0,00% 25 février 2023	11 802 000 000			0	x
FR0013283686	OAT 0,00% 25 mars 2023	38 778 500 000			0	x
FR0000571085	OAT 8,50% 25 avril 2023	10 395 695 903			5 330 365 200	
FR0011486067	OAT 1,75% 25 mai 2023	45 891 000 000			0	x
FR0010585901	OATi 2,10% 25 juillet 2023	21 174 996 480 (1)	1,17326	18 048 000 000	0	
FR0010466938	OAT 4,25% 25 octobre 2023	44 918 000 000			451 985 000	
Échéance 2024		170 581 835 670				
FR0014001N46	OAT 0,00% 25 février 2024	31 676 000 000			0	x
FR0013344751	OAT 0,00% 25 mars 2024	42 533 000 000			0	x
FR0011619436	OAT 2,25% 25 mai 2024	37 948 000 000			0	x
FR0011427848	OAT€i 0,25% 25 juillet 2024	19 888 835 670 (1)	1,10993	17 919 000 000	0	x
FR0011962398	OAT 1,75% 25 novembre 2024	38 536 000 000			42 000 000	x
Échéance 2025		177 885 669 458				
FR0014007TY9	OAT 0,00% 25 février 2025	5 184 000 000			0	x
FR0012558310	OATi 0,10% 1 mars 2025	12 980 741 340 (1)	1,06943	12 138 000 000	0	x
FR0013415627	OAT 0,00% 25 mars 2025	47 814 000 000			0	x
FR0012517027	OAT 0,50% 25 mai 2025	43 331 000 000			0	x
FR0000571150	OAT 6,00% 25 octobre 2025	30 653 928 118			2 813 064 400	
FR0012938116	OAT 1,00% 25 novembre 2025	37 922 000 000			0	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2026 ET PLUS) AU 31 JANVIER 2022

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2026		182 259 708 000				
FR0013508470	OAT 0,00% 25 février 2026	41 396 000 000			0	x
FR0013519253	OAT€i 0,10% 1 mars 2026	12 391 708 000 (1)	1,04132	11 900 000 000	0	x
FR0010916924	OAT 3,50% 25 avril 2026	44 202 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50% 25 mai 2026	44 743 000 000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25% 25 novembre 2026	39 527 000 000			0	x
Échéance 2027		141 117 303 200				
FR0014003513	OAT 0,00% 25 février 2027	23 489 000 000			0	x
FR0013250560	OAT 1,00% 25 mai 2027	38 814 000 000			0	x
FR0011008705	OAT€i 1,85% 25 juillet 2027	24 715 303 200 (1)	1,16802	21 160 000 000	0	
FR0011317783	OAT 2,75% 25 octobre 2027	54 099 000 000			61 743 600	
Échéance 2028		114 701 076 377				
FR0013238268	OATi 0,10% 1 mars 2028	14 784 678 720 (1)	1,06764	13 848 000 000	0	x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	31 397 657 (2)		46 232 603	–	
FR0013286192	OAT 0,75% 25 mai 2028	49 380 000 000			0	x
FR0013341682	OAT 0,75% 25 novembre 2028	50 505 000 000			0	x
Échéance 2029		150 503 169 252				
FR0013410552	OAT€i 0,10% 1 mars 2029	10 407 883 140 (1)	1,05162	9 897 000 000	0	x
FR0000571218	OAT 5,50% 25 avril 2029	39 618 880 458			2 280 946 100	
FR0013407236	OAT 0,50% 25 mai 2029	45 491 000 000			0	x
FR0000186413	OATi 3,40% 25 juillet 2029	12 285 405 654 (1)	1,33753	9 185 144 000	0	
FR0013451507	OAT 0,00% 25 novembre 2029	42 700 000 000			0	x
Échéance 2030		122 045 585 440				
FR0011883966	OAT 2,50% 25 mai 2030	54 855 000 000			0	x
FR0011982776	OAT€i 0,70% 25 juillet 2030	18 880 585 440 (1)	1,09567	17 232 000 000	0	x
FR0013516549	OAT 0,00% 25 novembre 2030	48 310 000 000			0	x
Échéance 2031		105 188 064 380				
FR0012993103	OAT 1,50% 25 mai 2031	53 267 000 000			58 900 000	x
FR0014001N38	OAT€i 0,10% 25 juillet 2031	6 025 064 380 (1)	1,04294	5 777 000 000	0	x
FR0014002WK3	OAT 0,00% 25 novembre 2031	45 896 000 000			0	x
Échéance 2032		59 240 272 440				
FR0014003N51	OATi 0,10% 1 mars 2032	3 566 723 600 (1)	1,02610	3 476 000 000	0	x
FR0014007L00	OAT 0,00% 25 mai 2032	5 870 000 000			0	x
FR0000188799	OAT€i 3,15% 25 juillet 2032	14 611 226 240 (1)	1,35089	10 816 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75% 25 octobre 2032	35 192 322 600			10 590 157 400	
Échéances 2033 et plus		475 357 739 910				
FR0013313582	OAT 1,25% 25 mai 2034	38 746 000 000			0	x
FR0010070060	OAT 4,75% 25 avril 2035	29 004 000 000			3 324 737 000	
FR0013524014	OATi 0,10% 1 mars 2036	4 819 036 500 (1)	1,02315	4 710 000 000	0	x
FR0013154044	OAT 1,25% 25 mai 2036	41 823 000 000			100 000	x
FR0013327491	OAT€i 0,10% 25 juillet 2036	10 287 815 910 (1)	1,07467	9 573 000 000	0	x
FR0010371401	OAT 4,00% 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 659 641 400	
FR0013234333	OAT 1,75% 25 juin 2039	30 941 000 000			0	x
FR0013515806	OAT 0,50% 25 mai 2040	22 332 000 000			0	x
FR0010447367	OAT€i 1,80% 25 juillet 2040	15 366 578 000 (1)	1,25135	12 280 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50% 25 avril 2041	38 446 000 000			5 523 099 000	
FR0014002JM6	OAT 0,50% 25 juin 2044	11 402 000 000			0	x
FR0011461037	OAT 3,25% 25 mai 2045	27 260 000 000			687 510 000	x
FR0013209871	OAT€i 0,10% 25 juillet 2047	13 957 309 500 (1)	1,09050	12 799 000 000	0	x
FR0013257524	OAT 2,00% 25 mai 2048	28 759 000 000			591 300 000	x
FR0013404969	OAT 1,50% 25 mai 2050	33 195 000 000			196 900 000	x
FR0013480613	OAT 0,75% 25 mai 2052	30 529 000 000			678 100 000	x
FR0014004J31	OAT 0,75% 25 mai 2053	12 530 000 000			162 000 000	x
FR0010171975	OAT 4,00% 25 avril 2055	20 118 000 000			11 091 318 000	
FR0010870956	OAT 4,00% 25 avril 2060	16 696 000 000			8 789 004 100	
FR0013154028	OAT 1,75% 25 mai 2066	14 075 000 000			1 202 000 000	x
FR0014001NN8	OAT 0,50% 25 mai 2072	8 537 000 000			91 200 000	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) valeur actualisée au 28 mars 2021; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	-0,5 %	12/2021
Consommation des ménages*, glissement annuel	-2,1 %	01/2022
Taux de chômage (BIT)	7,4 %	T4-2021
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	2,9 %	01/2022
• ensemble hors tabac	2,9 %	01/2022
Solde commercial, fab-fab, cvs	-11,3 Md€	12/2021
" "	-9,8 Md€	11/2021
Solde des transactions courantes, cvs	-7,1 Md€	12/2021
" "	-3,6 Md€	11/2021
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	0,63 %	25/2/2022
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,53 %	28/2/2022
Euro / dollar	1,13	28/2/2022
Euro / yen	130,25	28/2/2022

* produits manufacturés
Sources : Insee, Minefi, Banque de France

SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

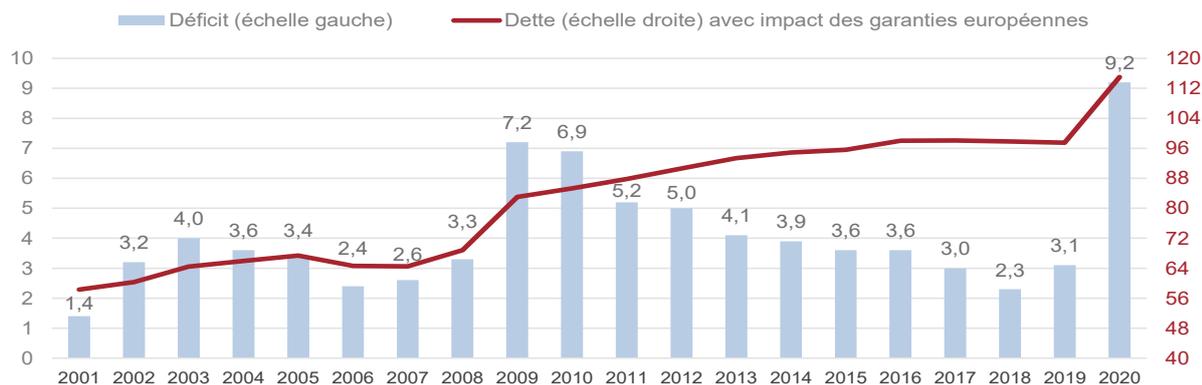
EN MILLIARDS D'EUROS

	2019	2020	niveau à la fin décembre		
			2019	2020	2021
Solde du budget général	-96,91	-172,68	-96,91	-172,68	-171,52
Recettes	301,07	282,69	301,07	282,69	324,95
Dépenses	397,98	455,37	397,98	455,37	496,47
Solde des comptes spéciaux du Trésor	4,06	-5,42	4,06	-5,42	0,79
Solde général d'exécution	-92,69	-178,10	-92,85	-178,10	-170,73

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance

FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

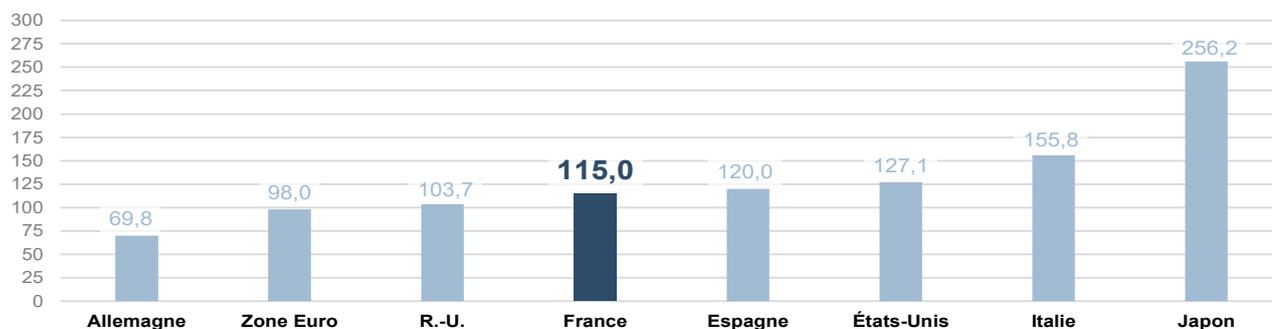
EN % DU PIB



Source : Insee

DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2020

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

MARS 2022 

2 Inflation (IPCH) : indice provisoire de février	4 Indice de la production industrielle en janvier	14 Balance des paiements en janvier	14 Commerce extérieur en valeur en janvier	15 Réserves nettes de change en février	17 Inflation (IPCH) : indice de février
24 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en mars	29 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en mars	31 Dépenses de consommation des ménages en biens en mars	31 Indice des prix à la consommation en mars	31 Indices de prix de production et d'importation de l'industrie	31 Dettes trimestrielles de Maastricht des administrations publiques - T1 2022

AVRIL 2022 

1 Inflation (IPCH) : indice provisoire de mars	5 Indice de la production industrielle en février	12 Balance des paiements en février	15 Réserves nettes de change en mars	21 Inflation (IPCH) : indice de mars	21 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en avril
27 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en avril	29 Comptes nationaux trimestriels - première estimation	29 Dépenses de consommation des ménages en biens en avril	29 Indice des prix à la consommation en avril	29 Indice de prix de production et d'importation de l'industrie en mars	

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Cyril Rousseau
Rédaction : Agence France Trésor
Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

www.aft.gouv.fr

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> • in • tw

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole « © Agence France Trésor ».